



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° DREAL-UID11/66-C3-2024-037

**en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement,
de la société VEOLIA EAU SUD, dont le siège social est situé
765 rue Henri Becquerel, CS 29045 – 34967 MONTPELLIER,
de respecter certaines prescriptions applicables à la plateforme de compostage dénommée
BIOTERRA, exploité lieu-dit «Le Ratier» sur le territoire de la commune de Narbonne**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-2-11-6495 du 2 février 2009, modifié par l'arrêté préfectoral n°2011174-0004 du 29 juin 2011, autorisant le changement des conditions de fonctionnement de la plateforme de compostage BIOTERRA exploitée par la société VEOLIA EAU SUD et située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit «Le Ratier» ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-014 modifiant et complétant les prescriptions applicables à la plateforme de compostage dénommée BIOTERRA, située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit «Le Ratier» et exploitée par la société VEOLIA EAU SUD;

Vu l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui dispose : «*Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :*

[...]

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables » ;

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé qui dispose : «*L'exploitant s'assure que la capacité du bassin de récupération des eaux du site permette d'accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement » ;*

Vu les articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé qui dispose : « *L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.*

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. » et

« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. »

Vu l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2009 susvisé qui dispose « *L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :*

- une réserve d'eau de 660 m3 associée à une pomperie incendie alimentant, des robinets d'incendie armés (RIA) en nombre suffisant répartis à l'intérieur du bâtiment de compostage, et, deux poteaux d'incendie normalisés assurant un débit de 300 m³/h sous une pression de 1 bar situés de chaque côté de l'aire de stockage (nord-est et sud-ouest) permettant de couvrir les stockages les plus combustibles (déchets verts, broyage des déchets verts et bois pour valorisation) [...]; »

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 31/05/2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 14 juin 2024;

Vu les observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission susvisée ;

Considérant que lors de la visite sur site du 21 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées de document attestant la capacité du bassin de récupération des eaux du site à accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement ;

Considérant que ce constat constitue des manquements aux dispositions

- de l'article 4 l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VEOLIA EAU SUD de respecter la prescription de l'article 4 l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant de plus que l'article L 171-8.I dispose : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement* » ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISE EN DEMEURE

La société VEOLIA EAU SUD, dont le siège social est implanté 65 rue Henri Becquerel, CS 29045 – 34967 MONTPELLIER, exploitant un centre de compostage sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit «Le Ratier», est mis en demeure de respecter :

- **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :
 - l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé en fournissant à l'inspection des installations classées un document justifiant le dimensionnement du bassin de récupération des eaux de ruissellement en cas d'épisode orageux et des eaux d'extinction incendie. L'exploitant démontrera l'absence de risque de débordement du bassin ;

—

Dans l'attente l'exploitant met en place sans délai les dispositions suivantes :

- surveillance quotidienne des hauteurs d'eau dans le bassin de récupération des eaux de ruissellement.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 4 – AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Narbonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la société VEOLIA EAU SUD, dont le siège social est implanté 65 rue Henri Becquerel, CS 29045 – 34967 MONTPELLIER.

Fait à Carcassonne, le **23 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale absente,
La directrice de cabinet,



Linda ZOUARI